

Réforme du bac: installations des "comités de suivi" promis par Blanquer

Paris, 24 sept. 2019 (AFP) -

Promis à la rentrée par le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, les "comités de suivi" de la réforme du bac, ont été officiellement installés mardi, avec l'objectif de procéder à d'éventuels "ajustements" en fonction des difficultés sur le terrain.

Contestée par un certain nombre d'enseignants, cette réforme avait provoqué en juin une grève inédite des correcteurs du bac. Dans un esprit d'apaisement, le ministre a annoncé à la rentrée la mise en place de ces comités de suivi pour la réforme du bac général et technologique d'une part, et la réforme de la voie professionnelle d'autre part.

Installés mardi, ils rassemblent des représentants des organisations syndicales, parentales et lycéennes et de l'administration chargée de la mise en place des réformes. Leur objectif: "Echanger, examiner un certain nombre de points, de difficultés qui nécessitent des ajustements", a expliqué à l'AFP Pierre Mathiot, le copilote du comité de suivi de la réforme du bac général et technologique.

Ils se réuniront "tous les deux mois en séance plénière", jusqu'à la mise en place du nouveau bac, prévu en juin 2021.

Certaines mesures ne "bougeront pas", car "ce sont les colonnes vertébrales de la réforme", a expliqué M. Mathiot. Comme les spécialités mises en place en classe de première ou l'instauration du contrôle continu, qui pèsera à l'avenir pour 60% de la moyenne du bac.

En revanche, des "ajustements" sont possibles, par exemple sur "le déroulement des épreuves de contrôle continu", dont la première séquence est prévue dès janvier en première.

"Beaucoup de questions sont aussi posées autour du fonctionnement du +groupe classe+ (depuis la disparition des séries L, ES et S) et du statut du professeur principal", a aussi souligné M. Mathiot.

"Nous ferons en sorte que ce comité ne soit pas une chambre d'enregistrement", a de son côté indiqué à l'AFP Frédéric Marchand, secrétaire général de l'Unsa Education, l'un des participants.

De nombreux sujets devraient être à l'ordre du jour des premières séances: outre l'organisation des classes, le nouveau rôle des professeurs principaux ou les épreuves de contrôle continu, l'articulation de la réforme avec Parcoursup pose aussi question. Concernant la voie professionnelle, c'est la mise en place de nouvelles familles de métiers qui interroge notamment.

ito/asm/tes

Afp le 24 sept. 19 à 16 33.